

Dans ce numéro

Première tribune... 2 Distinctions... 3 Manifestations scientifiques... 6
 Seconde tribune ... 9 Du côté des axes scientifiques... 10 Du côté des Écoles doctorales... 18
 Publications... 20 Agenda... 22

Éditorial *par Phu Nguyen Van*

Dans des recherches menées au BETA sur la courbe de Kuznets environnementale et la convergence environnementale, en utilisant des modèles économétriques robustes, nous avons observé que le processus de développement actuel est peu soutenable et que les efforts internationaux réalisés jusqu'ici n'ont pas été suffisants pour inverser la tendance croissante de la relation entre émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et revenu (voir, e.g., Martino & Nguyen-Van, 2016, BETA Working Papers n°2016-18).

L'Accord de Paris sur le climat, entré en vigueur le 4 novembre 2016, a suscité l'enthousiasme général. On constate que quasiment tous les pays sont d'accord, pour la première fois, pour combattre rigoureusement le changement climatique. L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et sa décision de retirer son pays de cet Accord a jeté un froid sur notre espoir collectif puisqu'il s'agit du premier pays en termes d'émissions de CO₂ par habitant (c'était aussi pendant longtemps le premier émetteur de ce gaz en volume avant d'être dépassé par la Chine). Ce retrait est parfois comparé avec le Brexit. Il y a pourtant une différence fondamentale entre ces deux événements. Le Brexit correspond au retrait du Royaume-Uni par rapport à un groupe de pays (l'UE) ayant des intérêts communs alors que le retrait américain est une décision de ne pas contribuer aux efforts de protection de la planète. Ce retrait correspond à un comportement de passager clandestin par rapport à un bien public mondial qui est le climat.

Depuis Arthur Pigou et Ronald Coase, les économistes ont déjà proposé des mesures de régulations efficaces pour lutter contre le problème de passager clandestin et pour internaliser les externalités négatives (comme les émissions de CO₂). Ces mesures peuvent être appliquées à l'échelle mondiale. En effet, elles ont été mises en place plus ou moins efficacement dans de nombreux pays : la taxe carbone en France, le marché européen de permis d'émission négociable, le marché d'émission de CO₂

en Californie, en Nouvelle Zélande et en Australie, le marché national d'émission de dioxyde de soufre (un des gaz responsables de la pluie acide) aux Etats-Unis. L'Union européenne a réussi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 24% entre 1990 et 2014 tandis que le chiffre pour la France est de 16% sur la même période. Si les efforts se poursuivent au même rythme que ceux réalisés dans le passé, ils ne seront pas suffisants pour respecter les critères adoptés dans l'Accord de Paris afin d'atteindre l'objectif de contenir le réchauffement climatique en-deçà de 2°C en 2100 par rapport aux niveaux préindustriels.

La décision de Donald Trump est un dumping environnemental puisqu'elle évite d'imposer des efforts de réduction de gaz à effet de serre aux entreprises américaines, leur donnant un avantage important dans le commerce international face notamment aux entreprises européennes. Le mécanisme d'ajustement de la taxe carbone aux frontières a été discuté depuis des années par les économistes, comme Joseph Stiglitz, pour éliminer les avantages des entreprises venant des pays où les mesures environnementales n'existent pas. Cependant, il a été peu appliqué pour de diverses raisons (possibilité de représailles commerciales, problème juridique, etc.). Avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, le retrait américain et l'engagement solennel des 19 pays du G20 (i.e. sans les Etats-Unis) en faveur de cet accord lors de leur dernier sommet à Hambourg, les conditions sont maintenant suffisamment favorables à la discussion en vue d'une mise en application de ce mécanisme.

Phu Nguyen Van

Responsable de l'axe scientifique du BETA
 « Fluctuations, croissance et politiques macroéconomiques »



**Bureau d'Économie
Théorique et Appliquée**
 BETA - UMR 7522 du CNRS

BETA Université de Strasbourg
 Faculté des sciences économiques
 et de gestion
 61 avenue de la Forêt Noire
 67085 Strasbourg Cedex
 Tél. : +33 (0)3 68 85 20 69
 Fax : +33 (0)3 68 85 20 70
 Secrétariat : Géraldine Del Fabbro
 g.delfabbro@unistra.fr

BETA Université de Lorraine
 Faculté de droit, sciences économiques
 et de gestion
 13 place Carnot C.O. 70026
 54035 Nancy Cedex
 Tél. : +33(0)3 72 74 20 70
 Fax : +33 (0)3 72 74 20 71
 Secrétariat : Sylviane Untereiner
 sylviane.untereiner@univ-lorraine.fr

Site internet
<http://www.beta-umr7522.fr>

L'e-gouvernement dans les communes du Grand Est : un choix en partie dicté par la fracture numérique

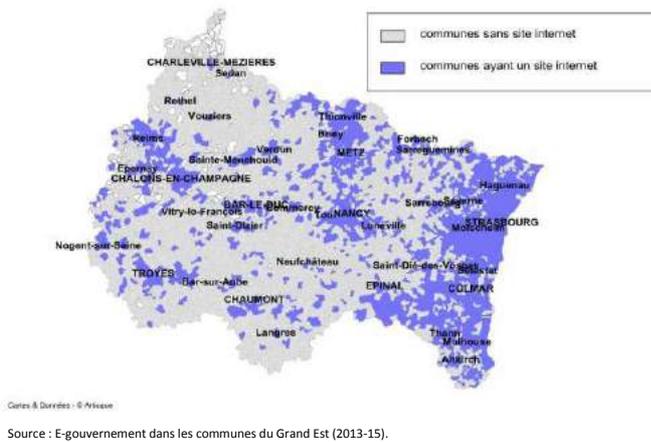
La Lettre du BETA : Quel est l'objet de votre étude ?

Sabine Chaupain-Guillot : Dans le cadre d'un premier projet de recherche cofinancé par la Région Lorraine (2013-2015), puis d'un second projet de recherche soutenu par la Région Grand Est (débuté en mai 2016) et l'Université de Lorraine, nous nous sommes intéressées à la question de l'e-gouvernement local, celui-ci se traduisant par la mise en place d'un site internet par les mairies, sites à partir desquels elles proposent différents services pour faciliter les démarches administratives des habitants de la commune, mais aussi la communication avec ces derniers.

La Lettre du Beta : Combien de communes disposent d'un site internet ?

Amel Attour : Sur l'ensemble des 5 108 communes du Grand Est, 1 519, soit près de 30 % d'entre elles, ont déjà mis en place un site internet. Toutefois, la proportion de communes ayant accompli cette démarche varie assez sensiblement d'un département à l'autre, et donc, d'une « ancienne » région à l'autre. Ainsi, deux tiers des communes alsaciennes disposent d'un site, contre un peu plus d'un quart des communes lorraines et un peu moins d'une commune sur six en Champagne-Ardenne. Au niveau des départements, ce sont, sans surprise, les deux départements alsaciens qui présentent les taux les plus élevés, avec un peu moins de trois quarts des communes concernées dans le Bas-Rhin et un peu moins de 60 % d'entre elles dans le Haut-Rhin. Deux départements lorrains, la Moselle et la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la Marne ont une position intermédiaire (entre 26 et 38 % des communes proposant un site). En revanche, la part de communes disposant d'un tel site est inférieure à 17 % (soit moins d'environ une commune sur six) dans les autres départements (cf. carte 1).

Carte 1 : Où se situent les communes du Grand Est qui disposent d'un site internet ?



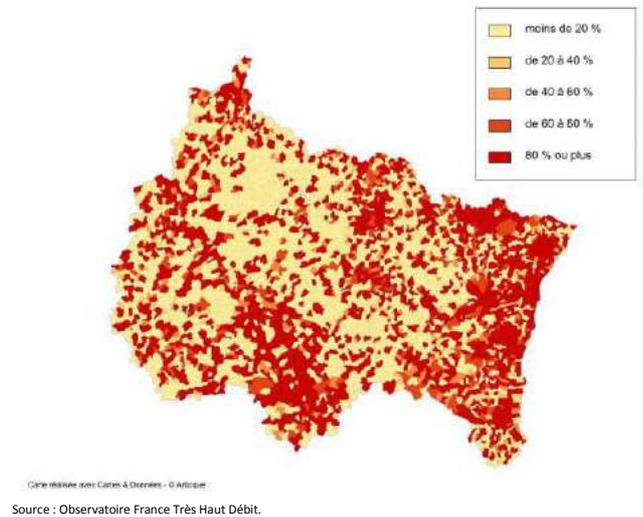
La Lettre du Beta : Quelles sont les caractéristiques des communes qui disposent d'un site internet ?

Sabine Chaupain-Guillot : Les communes qui ont créé leur site internet sont plus souvent que les autres des communes urbaines (population et densité plus élevées). Elles ont également un tissu économique plus développé, aussi bien en termes de nombre d'emplois que de nombre d'établissements de plus de 10 salariés. Leurs emplois relèvent davantage de la sphère présentielle que de la sphère productive. S'agissant des caractéristiques démographiques, la part des personnes exerçant une profession intellectuelle supérieure y est plus importante, tandis que la proportion d'agriculteurs y est plus faible. Corrélativement, on y trouve davantage de personnes ayant un diplôme universitaire et le revenu médian y est significativement plus élevé. En revanche, il n'y a pas de différence significative dans la distribution de la population selon l'âge.

La Lettre du Beta : Y a-t-il un lien avec la fracture numérique ?

Amel Attour : Lorsque l'on compare la carte des communes ayant mis en place un site internet (cf. carte 1) et celle de la part des locaux éligibles à l'internet haut débit (cf. carte 2), on observe qu'il y a une certaine corrélation. Les communes pour lesquelles la part des locaux éligibles est la plus élevée sont celles dans lesquelles on trouve le plus souvent un site internet. Toutefois, cette corrélation n'est pas parfaite. Quatre groupes de communes ont pu être mis en évidence : 1) 973 communes qui disposent d'un site internet et d'un niveau de débit qualifié d'élevé ; 2) 2 330 communes qui n'ont pas de site internet et dont le niveau de débit est qualifié de faible ; 3) 546 communes qui disposent d'un site internet, malgré un niveau faible de débit, qualifiées de « volontaristes » ; 4) 1 259 communes qui n'ont pas mis en place de site internet, alors que leur niveau de débit est élevé, qualifiées de « peu engagées ».

Carte 2 : Part des locaux éligibles à l'internet, avec un débit de 8 Mbits ou plus (quelle que soit la technologie)



La Lettre du BETA : Que trouve-t-on sur les sites internet des communes du Grand Est ?

Sabine Chaupain-Guillot : Parmi les 67 items recensés, ceux que l'on rencontre le plus souvent sont la présentation de l'organigramme de la mairie, suivi d'un espace dédié aux associations de la commune, puis des informations relatives à l'école et aux événements culturels. On trouve également très souvent une newsletter, des informations relatives au recyclage des déchets, ainsi que l'agenda du Conseil Municipal et un lien vers le site internet de la Communauté de communes. Les informations permettant aux visiteurs de « venir en ville » sont également relativement fréquentes. En revanche, les items relatifs aux transports (vélo, parking, ...) sont beaucoup plus rarement proposés.

Sabine Chaupain-Guillot est maître de conférences à l'Université de Lorraine et chercheur au BETA

Amel Attour est maître de conférences à l'Université Côte d'Azur et chercheur au CREDEG et associée au BETA

Pour en savoir plus : Amel Attour, Sabine Chaupain-Guillot (2017), « L'e-gouvernement dans les communes du Grand Est : un choix en partie dicté par la fracture numérique », document de synthèse du projet « Diffusion et performance de l'e-Gouvernement local dans les communes du Grand Est de la France », réalisé avec le soutien de la Région Grand Est et de l'Université de Lorraine, 12 pages. <http://bit.ly/2tNIB6q>

Herrade Igersheim, prix scientifique des espoirs de l'Université de Strasbourg



Dans le cadre de la mise en œuvre du levier « Gestion des talents de l'Initiative d'excellence (Idex) », les Prix espoirs de l'Université de Strasbourg ont été instaurés en 2014. Ils récompensent la qualité du travail et du

parcours de jeunes chercheurs formant le potentiel scientifique du site de Strasbourg. Chaque chercheur reçoit un prix doté d'un montant de 10 000 €, au bénéfice de ses futurs travaux de recherche.

Marianna Marino, best papers de l'Academy of Management



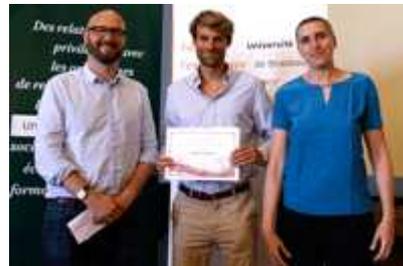
Le travail de recherche de **Marianna Marino** (BETA et ICN) intitulé « International mobility and research careers : Evidence from a mobility grant program », coécrit avec Fabiana Visentin de l'EPFL et Stefano Baruffaldi du Max Planck Institute for Innovation and Com -

petition fait partie des meilleurs papiers de la conférence AOM qui s'est tenu à Atlanta en août 2017. *L'Academy of Management* est la plus grande association académique sur le thème du management. La conférence annuelle réunit chaque année plus de 10.000 participants. La sélection best papers est la reconnaissance d'un travail académique de très haut niveau.

Nicolas Lampach, Prix de thèse de la Fondation Université de Strasbourg

Le 23 juin, **Nicolas Lampach** s'est vu remettre le prix de thèse de la Fondation Université de Strasbourg pour sa thèse de doctorat intitulée « Essais sur la gestion des risques en présence d'ambiguïté », réalisée au BETA sous la direction de **Sandrine Spaeter**. Nicolas est actuellement en post-doctorant à la KU Leuven. La première partie de sa thèse développe un modèle qui permet d'obtenir des prédictions théoriques sur les décisions des entreprises lorsque leurs activités génèrent de nouveaux risques, non encore bien évaluables. L'économie du risque et de l'incertain ainsi que l'analyse économique du droit sont mobilisées dans cette partie. Les prédictions théoriques obtenues ont, ensuite, été testées au LEES, le Laboratoire d'Economie Expérimentale de Strasbourg. Dans une troisième partie, et en partenariat étroit avec la délégation

régionale d'EDF à Strasbourg, Nicolas a proposé de se concentrer sur un risque particulier, difficilement assurable aujourd'hui du fait de son évaluation encore difficile. Il s'agit du risque de non atteinte de la performance énergétique annoncée lors de la rénovation de maisons individuelles. L'étude économétrique a été centrée sur le programme « Je rénove BBC » portée par la Région Alsace, en partenariat avec l'ADEME et le pôle Fibres-Energivie.



Des membres du BETA élus à la direction de l'Université de Lorraine

Le 23 juin, **Sabine Chaupain-Guillot** a été élue Vice-Présidente du Conseil de la Formation de l'Université de Lorraine.



Le 27 février, **Myriam Doriat-Duban** a été élue Directrice du Pôle Scientifique Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion (SJPEG).



A l'occasion des élections universitaires de l'Université de Lorraine, plusieurs membres du **BETA** ont été élus :

Thierry Lambert, élu au Conseil d'Administration, **Sabine Chaupain-Guillot**, élue au Conseil de la Formation, **Olivier Damette**, **Sophie Harnay**, **Julien Jacob**, **Eve-Angéline Lambert**, **Julie Mansuy** élus au Conseil du Pôle Scientifique SJPEG, **Cécile Bourreau-Dubois** et **Sabine Chaupain-Guillot**, élues au Conseil du Collegium DEG.

LE BETA DANS LES MEDIAS ET SUR LE WEB

Francis Kern, le 15 février 2017, sur France Bleu Alsace : « Ceta : des opportunités pour les multinationales, mais un nivellement par le bas des normes » <http://urlz.fr/5Khb>



Francesco De Palma, le 27 avril 2017, sur France Bleu Alsace : « Emploi: comparatif des programmes des candidats à la présidentielle » <http://urlz.fr/5Khq>

Amélie Barbier-Gauchard, sur Radio Campus France, lors de l'émission Europhonica : « L'Euro fête ses quinze ans : l'avenir de la zone euro ».

EUROPHONICA est la première rédaction européenne de radios libres. Tous les mois, de jeunes citoyens allemands, espagnols, italiens, portugais et français issus de radios associatives donnent rendez-vous à leurs auditeurs depuis le studio Voxbox au pied de l'hémicycle du Parlement Européen de Strasbourg, en direct sur les ondes des 29 radios Campus en France et sur plus de 80 radios partenaires en Europe. <https://lc.cx/cuf6>



Yamina Tadjeddine, sur le Réseau Canopé : « Faut-il craindre les risques bancaires et les risques financiers ? » <https://www.reseau-canope.fr/notice/economie-et-management-n-164-juin->



Le réseau de création et d'accompagnement pédagogiques

Yamina Tadjeddine, en mars 2017, interviewée par J. F. Pollet, dans *Imagine demain le monde*, (n° 120) : « La fin de la mondialisation heureuse ».



Francesco De Palma : « Les inégalités, un peu de théorie » ; **Marine André** : « Du mérite de la transparence dans la politique monétaire : le cas de la Banque Nationale tchèque » ; **Jamel Trabelsi** : « Faut-il croire au processus de normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis ? » ; **Yann Thommen**, **Francesco De Palma**, **Thomas Couderc**, **Thierry Betti**, **Nicolas Mzuy**, **Meixing Dai** : « Le Revenu Universel » ; **Moïse Sidiropoulos**, **Meixing Dai** : « Dans quel sens le bitcoin est une monnaie ? » ; **Moïse Sidiropoulos**, **Meixing Dai** : « Les cinq fonctions de la monnaie ? » ; **Amélie Barbier-Gauchard**, **Nicolas Mazuy** : « Faut-il condamner les règles de discipline budgétaire dans la zone euro ? »



Sur le site d'ERMEES : <http://ermees.fr/fr/category/blog/>

Georges El Haddad, en décembre 2016 (n° 46, pp. 12-13), dans *Legal Agenda*, journal mensuel libanais en arabe et partiellement en anglais : « L'analphabétisme, l'abandon scolaire et le travail des enfants à Tripoli » <http://legal-agenda.com/article.php?id=3347> <http://legal-agenda.com/en/index.php>



Amélie Barbier-Cauchard, le 27 août 2017, dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* : « La gestion de l'Europe sous expertise » <http://urlz.fr/5KTD>



Olivier Simard-Casanova, le 15 janvier 2017, dans *The Conversation* : « Les nouveaux usages de la simulation informatique en science économique » <https://theconversation.com/les-nouveaux-usages-de-la-simulation-informatique-en-science-economique-61536>

Sébastien Liarte, le 1 février 2017, dans *The Conversation* : « Marketing : Benoît Hamon, le New Coke et l'avenir du PS » <https://theconversation.com/marketing-benoit-hamon-le-new-coke-et-lavenir-du-ps-72107>

Bruno Jeandidier, le 19 février 2017, dans *The Conversation* : « Et si le couple Fillon divorçait, que dirait le juge aux affaires familiales ? » <https://theconversation.com/et-si-le-couple-fillon-divorçait-que-dirait-le-juge-aux-affaires-familiales-72845>

Sébastien Liarte et Helene Delacour, le 24 mai 2016, dans *The Conversation* : « Un an après. Tour de France ou Black M, Peut-on tout faire sur un site de « Dark Tourisme » comme Verdun ? » <https://theconversation.com/un-an-apres-tour-de-france-ou-black-m-peut-on-tout-faire-sur-un-site-de-dark-tourism-comme-verdun-59692>

Georges El Haddad, le 15 juin 2017, dans *The Conversation* : « Le macronisme avant Macron » <https://theconversation.com/le-macronisme-avant-macron-795022>

Georges El Haddad, le 16 août 2017, dans *The Conversation* : « L'économie comme realpolitik : la Turquie, premier partenaire commercial de la Syrie » <https://theconversation.com/leconomie-comme-realpolitik-la-turquie-premier-partenaire-commercial-de-la-syrie-81495>

Sophie Le Coz, Guillaume Bagard, le 28 août 2017, dans *The Conversation* : « La taxe d'habitation : une réforme en question » <https://theconversation.com/la-taxe-dhabitation-une-reforme-en-question-81231>

Herrade Igersheim, sur *Top Musique*, *France Bleu Alsace*, *RTL*, *France 3 Alsace*, *Rue89*, *20 Minutes* : Le Point... « Et si l'on votait autrement... »

<http://www.rue89strasbourg.com/benoit-hamon-vainqueur-dun-mode-de-scrutin-alternatif-teste-au-bureau-de-vote-de-la-bourse-122808>

<http://www.20minutes.fr/strasbourg/2054939-20170423-strasbourg-modes-scrutin-notation-testes-chercheurs-deux-bureaux-vote>

<http://actualites.leparisien.fr/herrade-igersheim>

http://www.lepoint.fr/politique/des-scientifiques-a-la-recherche-du-mode-de-scrutin-ideal-15-04-2017-2119988_20.php

<https://m.rtl.be/info/909391>

Herrade Igersheim, sur *The Signal* [Carnets d'Économistes EP4] : « Expérimenter des modes de scrutin alternatifs »

<https://fr.thesignal.info/radio>



Du côté des anciens du BETA : Guillaume HORNY

Guillaume Horny a soutenu sa thèse, dirigée par **François Laisney**, en 2006. Elle portait sur l'estimation d'une classe de modèles de durées et son application à l'économie du travail. Après un post-doc à l'Université Catholique de Louvain, Guillaume Horny a obtenu un poste d'Économiste Chercheur à la Banque de France en 2008. Ce type de poste vise à produire des recherches de qualité en lien avec la politique monétaire, et à contribuer à l'élaboration de la position de la Banque de France.

Ses travaux académiques à la Banque de France ont tout d'abord porté sur la dynamique des salaires, avant de s'orienter, au lendemain de la crise financière de 2008, vers la cyclicité du stock de capital et du coût du capital. Actuellement, une partie de ses projets porte sur l'impact de la politique monétaire sur le coût du capital. Dans d'autres projets en cours, il évalue les effets de chocs financiers sur l'offre de crédits bancaires et leurs répercussions sur les comportements des entreprises.

En complément de ses activités de recherche, Guillaume est impliqué dans la vulgarisation de travaux auprès d'un

public large au travers des publications de la Banque de France, la rédaction de notes d'aide à la décision en vue des conseils des gouverneurs ou d'autres réunions internationales, l'élaboration de rapports sur la stabilité financière, la rédaction de discours, l'organisation de colloques et de séminaires. Il est également engagé dans le soutien à la recherche.

Depuis 2015, il est membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation Banque de France pour la recherche en économie monétaire, financière et bancaire. Guillaume reste par ailleurs en contact avec l'enseignement. Il a donné ou donne des cours d'économétrie des panels, de finance internationale ou de modèles de durée. Il a également dispensé des formations au sein de l'Eurosystème.

C'est toujours avec plaisir qu'il retrouve d'anciens ou nouveaux collègues du **BETA** lors de conférences.



Soutenance d'Habilitation à Diriger des Recherches

Véronique Schaeffer, Maître de Conférences à l'Université de Strasbourg, a soutenu son Habilitation à Diriger des Recherches en Sciences de Gestion, le 27 janvier à l'Université de de Nice Sophia Antipolis. Son mémoire s'intitulait « Stratégies d'ouverture des universités et des entreprises : innovation et partenariats distants ». Le jury était composé de Cécile Ayerbe (Garante), Florence Charue-Duboc, Carine Dominguez-Pery, Caroline Hussler et Thomas Loilier. Les travaux présentés sont consacrés aux stratégies d'innovation fondées sur des coopérations entre partenaires cognitivement distants. La distance cognitive y est appréhendée par l'hétérogénéité des connaissances des individus impliqués dans les coopérations et par la spécificité des contextes cognitifs organisationnels qui conditionnent les comportements individuels. Les travaux ont porté sur les stratégies déployées par les universités pour développer les coopérations avec l'industrie et sur les stratégies d'ouverture des grandes entreprises en quête de créativité à des partenaires distants tels que des universités, des start-ups et des entreprises d'autres chaînes de valeur. Les questions traitées sont relatives à la complémentarité des partenaires, aux mécanismes de réduction de la distance cognitive, à l'effet des processus d'apprentissage sur la cohérence organisationnelle et aux mécanismes internes de développement de partenariats distants.

Soutenance d'Habilitation à Diriger des Recherche, sous la direction scientifique de membres du BETA

Le 21 juin 2017, Pierre Barbaroux (Centre de Recherche de l'Armée de l'Air) soutenait à l'Université de Strasbourg un mémoire d'HDR intitulé « Apprendre et innover : une exploration des modalités d'adaptation et de conduite du changement économique et organisationnel », avec **Julien Pénin** comme garant. Le 27 avril, Nathalie Tavernet-Popiolek (Institut national des sciences et techniques nucléaires) soutenait à l'Université de Strasbourg un mémoire d'HDR intitulé « Aide à la décision et horizons longs pour favoriser une innovation durable », avec **Jean-Alain Héraud** comme garant.

Cinq sessions plénières ont complété le programme avec les interventions de M. Matt (INRA-GAEL - Grenoble) sur l'évaluation de l'impact sociétal de la recherche publique, M. Caniels (Open Universiteit - Heerlen) sur l'importance des contraintes dans la gestion de la créativité, A. Roventini (Sant'Anna - Pise) sur les interactions entre politiques macroéconomiques et les objectifs de développement durable, A. Coad (CENTRUM - Lima) sur le question de l'apprentissage dans la survie des start-ups et M. Savona (SPRU - Brighton) sur le rôle de la tertiarisation dans l'intégration et la performance des pays en développement dans la chaîne de valeur internationale. Une table ronde, venue clore la conférence, a rassemblé G. Dosi (Sant'Anna - Pise), L. Soete (MERIT - Maastricht) et S. Metcalfe (Université de Manchester) autour de l'héritage de leur ouvrage collectifs édité en 1988, regroupant les fondements de l'économie évolutionniste et référence commune pour beaucoup des participants. Rendez-vous est donné à tous pour la 11^{ème} édition du colloque à Brighton en 2019.



Les Grandes Conférences du BETA en Lorraine

Ouvertes au grand public, les Grandes Conférences du **BETA** en Lorraine, organisées par **Baptiste Françon**, accueillent chaque année des conférenciers de renom.

Le 14 mars 2017, à la Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion de Nancy, Jézabel Couppey-Soubeyran intervenait sur le thème du discours du lobby bancaire. La crise bancaire et financière de 2007-2008 avait offert une occasion de changer en profondeur le fonctionnement du secteur. Pourtant, en dépit de leur nécessité, les réformes ont provoqué une levée de boucliers de la part des banques et de leurs représentants. Au moyen d'un discours bien rodé, le lobby bancaire est parvenu à convaincre citoyens et gouvernants que le renforcement de la réglementation mettrait en péril l'investissement des entreprises, l'emploi et la croissance... Comment parvient-il à tisser sa toile jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir ? Quels sont donc les ressorts de son discours aussi influent que paralysant ? Comment réussit-il à capturer les esprits ? Voici quelques-unes des questions qui ont été abordées lors de cette conférence.



Le lundi 3 avril 2017, toujours à la Faculté de Droit, Sciences Economiques et Gestion de Nancy, les Grandes Conférences du **BETA** en Lorraine, accueillait **Claude Diebolt** sur le thème de la croissance économique et de l'égalité homme-femme. Pour transformer la vision contemporaine sur le débat historique majeur des déterminants de la croissance économique, Claude Diebolt étudie notamment la relation entre la croissance économique et l'égalité homme-femme à travers l'histoire humaine. L'innovation projetée est double : d'une part construire un pont entre les modèles théoriques de croissance et l'histoire économique, d'autre part permettre aux chercheurs et à la société dans son ensemble d'interpréter des questions économiques d'actualité compte tenu du passé et, ce faisant, de comprendre plus profondément le caractère historique des processus économiques et sociaux.



Prochaines conférences : <https://www.facebook.com/events/815452998604541/>

Conférence « Propriété intellectuelle et numérisation. Quels enjeux

Dans le cadre de la Chaire en Droit, Economie et Gestion de la propriété intellectuelle dirigée par le **BETA** et le CEIPI, chaire de recherche financée par les entreprises Total et Air Liquide, et en association avec l'I3PM (association rassemblant des praticiens de la propriété intellectuelle), une conférence intitulée « Propriété intellectuelle et numérisation. Quels enjeux pour le management de la propriété intellectuelle? » a été organisée le jeudi 4 mai à la Maison des Sciences de l'Homme de l'Université de Strasbourg. Cette conférence a été l'occasion de discuter des changements révolutionnaires qui résultent de la transformation numérique dans le système d'innovation, affectant les industries, les universités et les institutions publiques. La conférence était structurée en trois panels : « la transformation numérique : de la liberté d'exploitation à la gestion des risques », « Big data : propriété et utilisation de données à l'ère numérique », « Brevetabilité des solutions informatiques et techniques et du modèle d'exploitation de l'innovation numérique ».



Ces questions sont fondamentales tant les transformations numériques à l'œuvre depuis plusieurs années affectent la manière dont la propriété intellectuelle est utilisée ainsi que son efficacité économique. Les ruptures observées dans les secteurs culturels (téléchargement dans l'industrie musicale, etc.) et du logiciel (phénomène du logiciel libre) s'étendent désormais à l'ensemble de l'économie. Il est ainsi essentiel de réfléchir aux impacts de ces évolutions en mobilisant à la fois des connaissances en science juridique, science économique et science de gestion.

La conférence a permis de réunir quelques-uns des meilleurs experts mondiaux sur les questions de propriété intellectuelle. En particulier, dans le domaine de l'économie nous avons eu le plaisir d'écouter Yan Ménière, économiste en chef de l'Office Européen des Brevets ; Keith Maskus, professeur à l'université du Colorado et expert mondialement reconnu sur les questions de propriété intellectuelle ; Gaétan de Rassenfosse, titulaire de la Chaire innovation et politique de propriété intellectuelle à l'école Polytechnique Fédérale de Lausanne ; Francesco Lissoni ; professeur à l'université de Bordeaux et auteur de nombreux articles scientifiques sur les questions de propriété intellectuelle.

Pour visionner la conférence : <http://www.canalc2.tv/video/14508>

Créativ'Café



Les Créativ'Cafés sont des événements organisés par le **BETA** avec ACCRO où se rejoignent les visions professionnelle et scientifique de l'innovation. Le 25 janvier 2017, VINCI Energies et le **BETA** présentaient ensemble l'intelligence collective. Julien Guillaume, Responsable Open Innovation et Intelligence Collective et **Thierry Burger-Helmchen** ont défini opérationnellement la notion d'intelligence collective et ont présenté les outils permettant, selon eux, de passer de ce concept à une réalité organisationnelle.



Le 8 juin 2017, Stéphane Quéré, directeur innovation d'ENGIE et **Eric Schenk** pour le **BETA** exposaient ensemble les processus d'open-innovation et d'intrapreneuriat. Avec des pratiques centrées sur l'efficacité des processus et l'exploration de la recherche de compétences et de marchés nouveaux, l'intrapreneuriat s'inscrit dans cette logique et constitue par ailleurs une voie pour la valorisation des compétences des salariés. C'est notamment cette vision de l'innovation au sein d'ENGIE qui a été approfondie par le chercheur du **BETA**.

Journée du BETA



La Journée du BETA 2017 a eu lieu à Nancy le jeudi 30 mars 2017. Cette journée scientifique, rendez-vous interne désormais incontournable de l'unité, a rassemblé un peu plus de soixante chercheurs du laboratoire pour écouter la présentation de travaux récents et novateurs dans différents domaines de recherche du BETA : l'histoire de la controverse de la fin de l'économie du *welfare*, l'analyse de la différence d'impact sur l'innovation dû respectivement aux structures de R&D et aux universités, le libéralisme selon Hayek et Hegel, les déterminants de la demande d'électricité, les primes ou pénalités salariales selon que l'on est marié ou que l'on vit en cohabitation, le lien entre innovation et dynamique d'emploi...

Cette journée fut également l'occasion d'une discussion collective menée dans le cadre de l'Assemblée générale du laboratoire, à un moment déterminant puisque cette AG se tenait quelques semaines après la visite du comité d'évaluation du HCERES, un motif majeur pour se poser collectivement des questions quant à l'avenir du laboratoire et ce, dans l'attente du rapport d'évaluation.

La Lettre du BETA : Qu'est-ce que le projet de réforme du droit de la responsabilité ?

Samuel Ferey : Cela fait plusieurs années que la Chancellerie a lancé une vaste réflexion autour de la réforme du droit civil. Cela a commencé par une réforme du droit des contrats et se poursuit aujourd'hui avec la réforme du droit de la responsabilité. Il s'agit essentiellement d'explicitier les règles du droit de la responsabilité civile qui auparavant reposait sur quelques articles relativement succincts du Code civil. Avec la réforme, le droit consacre un certain nombre de principes reconnus par la jurisprudence, clarifie et, même, innove sur certains points.

La Lettre du BETA : Pourquoi est-ce que cela intéresse les économistes ?

Samuel Ferey : Comme vous le savez, le droit de la responsabilité civile a été l'un des premiers domaines du droit analysé par les économistes. Ceci est lié au fait que le papier de Coase de 1960, qui donne son impulsion à l'économie du droit contemporaine, traitait justement de questions ayant trait à la responsabilité civile. En ce qui concerne les économistes du **BETA**, nous sommes un certain nombre à travailler sur ce thème. Et, l'ANR *DAMAGE* qui vient de se terminer le 31 décembre 2016 nous a permis de nous spécialiser sur un thème plus spécifique, à savoir la meilleure répartition du dommage lorsque plusieurs co-auteurs ont conjointement causé le dommage.

La Lettre du BETA : Vous avez participé à la consultation publique dans le cadre de cette réforme, quelles ont été vos recommandations ?

Samuel Ferey : Dans le cadre de ce projet, nous avons sauté sur l'occasion de la consultation publique organisée en 2016 par la Chancellerie pour proposer des modifications du texte initial en lien avec les résultats du projet ANR *DAMAGE*. C'est principalement deux articles qui étaient importants à nos yeux, l'article 1240 qui porte sur les cas d'incertitude causale (on ne sait pas qui a causé le dommage, comme dans le cas du distilbène que l'on avait traité avec Florence G'Sell) et l'article 1265 qui porte sur les cas de causalité multiple (plusieurs agents économiques ont conjointement causé le dommage). Concernant, l'article 1240, la formulation initiale du projet était « *Lorsqu'un dommage [corporel] est causé par un membre indéterminé d'un groupe de personnes identifiées agissant de concert ou pour des motifs similaires, chacune en répond pour le tout, sauf à démontrer qu'elle ne peut l'avoir causé* ». Sur cet article, nous avons proposé de le modifier en indiquant que, dans ce cadre, il serait sûrement plus rationnel de répartir la réparation *au prora-*

ta des probabilités que chacun avait de causer le dommage. La formulation de l'article 1265 insistait, lui, uniquement sur le degré de faute en laissant de côté tout élément causal (« *Lorsque plusieurs personnes sont responsables d'un même dommage, elles sont solidairement tenues à réparation envers la victime. Si elles ont toutes commis une faute, elles contribuent entre elles à proportion de la gravité de leurs fautes respectives. Si aucune d'elles n'a commis de faute, elles contribuent par parts égales. Si seules certaines d'entre elles ont commis une faute, elles supportent seules la charge définitive de la réparation* »). Nous avons proposé une formulation alternative qui mette en avant le rôle causal de manière plus importante en ligne directe avec les travaux faits avec Pierre Dehez sur l'application de la valeur de Shapley à ce type de situations et qui était la suivante « *Elles contribuent entre elles, pour chaque partie du dommage qu'elles ont causée conjointement, à proportion de leur degré de fautes respectives* ».

La Lettre du BETA : Est-ce que ces recommandations ont été suivies d'effets ?

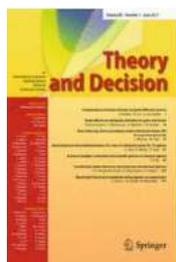
Samuel Ferey : Le fait est que la Chancellerie a vraiment joué le jeu de la consultation publique dans la mesure où elle a largement amendé son projet initial à la lecture des contributions qu'elle a reçues, fussent-elles d'économistes ! Chaque contribution joue comme un grain de sable supplémentaire : si beaucoup vont dans le même sens, ça devient un tas de sable et l'effet est plus marquant. Sur l'article 1240, la modification a été importante et va dans le sens de notre contribution puisque le projet final a ajouté un *alinéa* explicite « *Les responsables contribuent alors entre eux à proportion de la probabilité que chacun ait causé le dommage* ». Sur l'article 1265 en revanche, la formulation est plus floue : « *Si toutes ou certaines d'entre elles ont commis une faute, elles contribuent entre elles à proportion de la gravité et du rôle causal du fait générateur qui leur est imputable.* » Pour nous, mettre deux critères sans les hiérarchiser clairement est peut-être contre-productif car cela laisse finalement plus de latitude au juge lorsqu'il a à trancher une affaire. Là pour le coup, notre raisonnement n'a pas été complètement retenu !



Samuel Ferey est Professeur à l'Université de Lorraine et chercheur au **BETA**.

Axe « Comportements et marchés »

Publications récentes :



PREGET R., NGUYEN-VAN P., WILLINGER M. (2016), « Who are the voluntary leaders? Experimental evidence from a sequential contribution game », *Theory and Decision*, 81 (4), pp. 581–599.

Abstract : *We rely on the methodology of Fischbacher et al. (Econ Lett 71(3):397–404, 2001) in order to identify subjects' behavioral types. We then link the likelihood to act as a leader in a repeated public goods game to the elicited behavioral types. The leader in a group is defined as the subject who voluntarily decides in the first place about his contribution. The leader's contribution is then reported publicly to the remaining group members who take their contribution decisions simultaneously. Our main findings are that leaders emerge in almost all rounds and that subjects who are identified as conditional cooperators are more likely to act as leaders than other types, e.g., free-riders or triangle-contributors. We also find that voluntary leaders, irrespective of their behavioral type, contribute always more than followers. However, the presence of leadership does not prevent the decay that is commonly observed in linear public goods experiments.*



ATTANASI G., CORAZZINI L., PASSARELLI F. (2017), « Voting as a lottery », *Journal of Public Economics*, 146, pp. 129-137.

Abstract : *This paper studies the issue of constitutional design, and supermajorities in particular, from a behavioral economics perspective. The relevant parameters are voting power, risk aversion, and pessimism. Voters who feel powerful prefer lower thresholds, while risk averters and those who feel pessimistic about the majority prefer higher thresholds. We also analyze the effects of loss aversion and overconfidence. The former leads voters to prefer more protective voting rules, a manifestation of their bias towards the status quo. The latter leads them to prefer overly low (high) protection when they receive good (bad) news about how others will vote. Finally, we study constitutional agreements on the voting rule. Members of the constituent assembly are heterogeneous in the parameters above. Weak and minority members anticipate high expropriation risk in future decisions. This gives them consistent leverage to push for a protective constitution.*

Incitations et politique environnementale



Le mardi 24 janvier 2017, à la Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme en Alsace, **Anne Stenger-Letheux** et **Benjamin Ouvrard** donnaient une conférence sur le thème des politiques environnementales incitatives. Comment et pourquoi mettre en œuvre des incitations auprès des individus dans le cadre d'une régulation environnementale ?

Aboutissement d'un projet de recherche cofinancé par la Région Grand-Est et l'Université de Lorraine



Le projet de recherche « **Nouveaux matériaux, innovation et gestion des risques industriels : à la recherche d'une régulation optimale** », coordonné par **Julien Jacob** s'est intéressé à la régulation (publique) des risques industriels issus de l'utilisation et/ou la fabrication de substances et matériaux pouvant être la source de dommages sanitaires et/ou environnementaux. Dans un *premier axe* de développement, une analyse théorique a été menée en vue de définir une régulation incitant les entreprises à la fois à innover pour mettre au point de nouveaux matériaux/substances, mais également à contrôler de manière optimale le niveau de risque (pour l'environnement et les utilisateurs) associé au développement de ces produits innovants. L'optimalité d'une régulation est définie à l'aune de plusieurs critères, dont le risque subi par la société mais aussi la nécessité de maintenir la compétitivité des entreprises, dont l'activité est bénéfique à tous. Un *second axe* d'analyse s'est focalisé plus particulièrement sur l'efficacité de l'un des principaux outils de régulation publique des activités à risque : la responsabilité civile. Trois aspects clés ont été abordés : (i) l'efficacité incitative de la responsabilité civile, i.e. dans quelle mesure cet outil fourni aux agents (dont l'activité est source de risque) des incitations à engager des efforts pour contrôler les risques émis ; (ii) l'efficacité allocative de la responsabilité civile, i.e. dans quelle mesure le partage des coûts d'un éventuel dommage entre faiseurs de tort et victimes est désirable, et (iii) l'efficacité-coût de ce dispositif. En effet, concernant ce dernier point, l'application de la responsabilité civile mobilise le système judiciaire, qui est déjà très engorgé. Or, avant tout procès, des accords amiables pourraient être conclus entre auteurs de dommages et victimes, permettant ainsi d'éviter le recours au tribunal. Analyse théorique et méthode expérimentale ont toutes deux été mobilisées pour traiter ces deux questions.

Axe « Fluctuations, croissance et politiques macroéconomiques »

Publications récentes :



JIN C., DAI M., DUFOURT F. (2017), « Banking and sovereign debt crises in a monetary union without central bank intervention », *Journal of Mathematical Economics*, 68(C), pp. 142-151.

Abstract : We analyze the conditions of emergence of a twin banking and sovereign debt crisis within a monetary union in which: (i) the central bank is not allowed to provide direct financial support to stressed member states or to play the role of lender of last resort in sovereign bond markets, and (ii) the responsibility of fighting against large scale bank runs, ascribed to domestic governments, is ensured through the implementation of a financial safety net (banking regulation and government deposit guarantee). We show that this broad institutional architecture, typical of the Eurozone at the onset of the financial crisis, is not always able to prevent the occurrence of a twin banking and sovereign debt crisis triggered by pessimistic investors' expectations. Without significant backstop by the central bank, the financial safety net may actually aggravate, instead of improve, the financial situation of banks and of the government.



KOENIG G., ZEYNELOGLU I. (2016), « Recent economic developments and the implications for fiscal policy in open economy macroeconomics », *Revue d'Economie Politique*, 126(6), pp. 1023-1056.

Résumé : Cet article présente et commente les apports récents de la macroéconomie internationale à l'analyse de la politique budgétaire face à trois évolutions économiques de ces dernières années : l'intégration internationale croissante des marchés, la crise de la dette publique et l'émergence d'une union monétaire, comme celle de l'Europe. Ces apports se placent dans le cadre de modèles d'équilibre général à deux pays. Le processus d'intégration internationale croissante des marchés financiers et des marchés de biens a suscité des travaux qui reconsidèrent l'impact de ce processus sur les incidences économiques de la politique budgétaire. En second lieu, la crise de la dette publique qui se manifeste dans la plupart des pays développés a conduit à une analyse de la politique budgétaire fondée sur une meilleure gestion des dépenses publiques et à la spécification d'une expansion budgétaire qui internalise la nécessité de préserver le caractère soutenable du déficit et de l'endettement public. En troisième lieu, la création de l'Union monétaire européenne et la récente crise économique globale ont suscité l'intérêt pour les gains potentiels que peuvent générer la stabilisation et la coopération budgétaires et stimulé les recherches sur la combinaison optimale des politiques budgétaires et monétaires dans un cadre dynamique et stochastique.



GUILLAUMONT P., MCGILLIVRAY M., PHAM T. K. C. (2017), « Reforming Performance Based Aid Allocation Practice », *World Development*, 90, pp. 1-5.

Abstract : Performance-based aid allocation systems are used by a number of multilateral agencies to allocate aid among developing countries. A number of bilateral agencies also allocate aid on the basis of the performance of recipients, albeit in a less systematic way than these multilateral agencies. This paper points to a number of fundamental problems associated with performance-based aid allocation systems, including a problematic balancing of need and performance criteria, being reductionist with respect to the drivers of effective aid and not being sufficiently nuanced with respect to performance by ignoring a lack of human capital and economic vulnerability in recipient countries. Together with providing a theoretical framework that articulates these issues, this paper introduces and outlines the papers that follow in this Special Section.



DAMETTE O., LEBLOIS A., WOLFERSBERGER J. (2017), « What has driven deforestation in developing countries since the 2000s? Evidence from new remote-sensing data », *World Development*, 92, pp. 82-102.

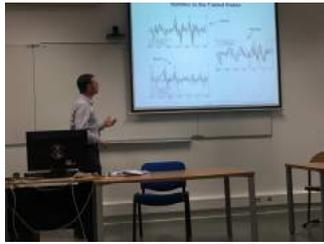
Abstract : Using newly-released and globally available high-resolution remote sensing data on forest loss, we update the assessment of the cross-country determinants of deforestation in developing countries. We validate most of the major determinants found in the previous literature, generally based on earlier time-periods, except for the role of institutional quality. Agricultural trade, hitherto relatively neglected, is found to be one of the main factors causing deforestation. Focusing on the effect of international trade, we show that countries with different levels of relative forest cover react differently to a shock in agricultural exports' value. We also emphasize that taking countries' development into account may be critical in assessing global deforestation trends. The impact of trade is high in countries still endowed with a large proportion of forest cover while it is lower in countries with smaller remaining forest cover. We finally estimate, through a simple calibration exercise, the requirements for a cost-effective REDD+ policy for compensating trade losses in an open economy exporting agricultural commodities and endowed with tropical forests. We conclude that, in a world with increasing global demand, it might be costly to compensate totally and thus to offer the right incentives for developing countries to limit deforestation.

Le BETA accueille deux professeurs en « séminaire invité »

L'équipe ERMEES au eu le plaisir d'accueillir Christophe Blot le 31 mars 2017. Christophe Blot est directeur adjoint du département Analyse et Prévisions à l'OFCE (Paris) et macro-économiste spécialiste des questions liées à l'effica-

cité des politiques économiques, aux enjeux de l'intégration et de la mondialisation.

Le 2 juin, le laboratoire accueillait Peter Claeys, macroéconomiste spécialiste de politique budgétaire. Ces journées d'échanges avec les chercheurs d'ERMEES ont été l'occasion d'amorcer de nouvelles collaborations futures.



Partenariat avec la Pologne



Dans le cadre de l'accord de coopération internationale entre le BETA, l'Ecole doctorale SJPEG et le master « Ingénierie de la finance de marché » d'une part, et l'Université d'économie et de management de Poznan d'autre part, **Olivier Damette** est allé animer un séminaire de recherche portant sur l'analyse économique de la taxe Tobin.



Table-ronde sur le revenu minimum universel

Le revenu universel a été mis sur le devant de la scène par les débats autour de la présidentielle. Repris par tous les bords de l'échiquier politique, l'idée interroge les électeurs et est souvent mal comprise. C'est pour rassembler toutes les connaissances en économie sur ce sujet et faire ensemble un état de la recherche que les chercheurs d'ERMEES se sont réunis le 28 mars pour une table ronde. A cette occasion, de nombreuses questions ont été abordées en prenant appui sur les travaux académiques sur le sujet : quelles sont les différentes conceptions du revenu universel ; quel lien entre revenu universel et oisiveté ; entre revenu universel et productivité du travail ; entre revenu universel et éducation ; quel impact sur les salaires ; sur l'emploi ; sur les finances publiques ?

Pour en savoir plus : <http://ermees.fr/fr/dossier-revenu-universel-que-pensent-les-economistes/>
<http://www.recherche.unistra.fr/index.php?id=26315>

Un projet de recherche du BETA retenu dans le cadre des PEPS CNRS-Université de Lorraine



Le projet « INSERT », sous la direction de **Verónica Acurio Vasconez** et **Olivier Damette**, vient d'être retenu dans le cadre de la procédure Projets Exploratoires Premiers Soutiens (PEPS) de la Mission Interdisciplinaire du CNRS et l'Université de Lorraine. L'objectif est d'analyser les évolutions à venir du système énergétique qui permettront d'atteindre les objectifs fixés par la LTECV (Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte) à l'échelle de la région Grand-Est. Outre le BETA, ce projet rassemble des chercheurs de cinq autres laboratoires de l'Université de Lorraine (le Laboratoire Réactions et Génie des Procédés, le Centre de recherche en géographie LOTERR, GéoRessources, le Laboratoire d'Énergétique et de Mécanique Théorique et Appliquée, le Laboratoire d'Études des Ressources Forêt Bois) et l'European Institut For Energy Research.

Rencontre avec la direction régionale de la Banque de France le 25 avril 2017 au BETA à Strasbourg

Jean-Christophe Ehrhardt et Alain Glath, directeur général et directeur général adjoint de la Banque de France Grand Est sont venus rencontrer les chercheurs d'ERMEES et débattre des questions liées à leur méthodologie de cotation des entreprises, une démarche à la croisée des chemins entre macroéconomie, finance, gestion des risques et psychologie.



Aboutissement d'un projet de recherche cofinancé par la Région Grand-Est et l'Université de Lorraine

La recherche « **Les déterminants de la consommation énergétique des ménages et les implications pour la filière forêt-bois** », menée en collaboration avec le Laboratoire d'Economie Forestière (LEF) sous la direction d'**Olivier Damette** apporte une contribution significative au débat académique et sociétal sur la consommation d'énergie des ménages en expliquant économétriquement les déterminants de la consommation et du choix de source énergétique des ménages par le biais d'une base de données originale construite dans le cadre d'une coopération menée avec l'ADEME. Tout d'abord, le choix de la source d'énergie est principalement orienté par le revenu et le choix relève donc d'une décision économique avant tout. Des politiques d'accompagnement des politiques publiques (subventions, réduction des coûts des sources renouvelables) sont probablement nécessaires pour impulser les changements de comportement des ménages. Nous avons néanmoins montré que les préférences individuelles en matière de lutte contre les problèmes liés à l'environnement et le type d'habitat des ménages (propriétaire ou locataire, superficie, etc.) étaient également des déterminants secondaires. De surcroît, nous avons montré que le changement de source d'énergie en faveur de sources plus propres telles que celles utilisant du bois-énergie est conditionné par le revenu et le coût du capital essentiellement, peu par les caractéristiques individuelles des ménages. Par ailleurs, il semble que si le prix du bois a une incidence sur la consommation de bois-énergie,



le revenu n'a en revanche que peu d'influence alors qu'il est un déterminant essentiel des autres sources d'énergie. Le fait que les ménages plutôt ruraux et moins fortunés soient les premiers consommateurs de bois-énergie explique probablement ce résultat. Finalement, nous nous sommes intéressés au lien entre consommation de bois-énergie et déforestation. La consommation de bois-énergie est essentiellement liée dans les pays industrialisés à la production de bois et à l'activité liée au bois (scieries, exploitation de produits forestiers et primaires). Mais elle est également fortement liée à la mondialisation, c'est-à-dire aux relations commerciales entre les pays (exportations et importations de produits agricoles, primaires, bois, etc.). Ainsi, les taux élevés de déforestation dans les pays en développement peuvent être expliqués par une forme d'exportation de la déforestation des pays riches vers les pays pauvres, de même que par le commerce international qui valorise plus ou moins la production et la valeur ajoutée liée aux terres forestières et agricoles (les secondes étant généralement issues d'une transformation des premières). Il est donc nécessaire de penser la transition énergétique dans sa globalité, tant du côté des pays riches que des pays du Sud car les formes de consommation sont liées par le biais des relations commerciales.

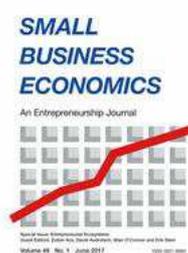
Axes « Science, Technologie, Innovation » et « Routines, Communautés, Réseaux »

Publications récentes :



BATTARD N., DONNELLY P., MANGEMATIN V. (2017), « Organizational responses to institutional pressures: Reconfiguration of spaces in nanosciences and nanotechnologies », *Organization Studies*, DOI: <https://doi.org/10.1177/01708406166853>

Abstract : *The literature on organizational responses to institutional pressures describes responses ranging from compliance to resistance via different modes of decoupling. However, although these studies provide a greater understanding of the phenomenon, they tend to consider the different elements separately. Through a comparative case study of six research teams in the area of nanosciences and nanotechnologies, we offer three contributions. Our first contribution is to the decoupling literature by way of a complementary and cohesive framework, which shows that organizations vary in their responses by reconfiguring their physical (policy and materiality), mental (meaning) and social (identity) spaces, and that each space can be reconfigured at the core or periphery, or not be reconfigured. Our second and third contributions are through descriptions of two modes of organizational responses to institutional pressures and two factors explaining the variety of responses.*



BIANCHINI S., BOTTAZZI G., TAMAGNI F. (2017), « What does (not) characterize persistent corporate high-growth? », *Small Business Economics*, 48(3), pp. 633-656.

Abstract : *Theoretical and empirical studies of firm-industry dynamics have extensively focused on the process of growth. Theory predicts innovation, efficiency, profitability and financial status as the central channels through which firms can possibly achieve outstanding growth performance. The question is whether such high-growth performance is sustained over time and, if so, what are the factors enabling persistent high-growth patterns. Exploiting panels of Italian, Spanish, French and UK firms, we relate high growth, persistent high growth and other growth patterns to measures of efficiency, innovativeness, profitability and financial conditions. We find that high-growth firms are characterized by higher productivity and leverage, and that persistent high-growth firms do not systematically differ from other high growth firms in none of the considered economic and financial dimensions. The findings are robust across countries, manufacturing and services.*

Alan Kirman, chercheur invité à l'USIAS et au BETA

Alan Kirman va rejoindre le **BETA** comme chercheur invité de l'**USIAS** (University of Strasbourg Institute of Advanced Study) de 2017 à 2019. Il consacrera son séjour à l'**USIAS** à la réalisation d'un projet d'ouvrage qui s'intitulerait « **The Complex Origins of our Economic and Social Problems** ». Il sera accueilli au **BETA** où il viendra plusieurs fois par an, pour collaborer avec plusieurs chercheurs du **BETA** sur différents aspects de son projet.



Abstract : *This project will develop an approach to economic and social systems based on complexity analysis. A major part of it will deal with an approach to economics which does not assume that the economy will self-organise into a satisfactory state. Economies and social systems in general are not always in equilibrium in any standard sense but are systems, which evolve and adapt over time and periodically passes from crisis to periods of stasis without any external shocks. Aggregate behaviour emerges and develops from the interaction between participants in these systems. This view of such systems integrates considerations from physics, biology, sociology and psychology. The research will result in a book accepted for publication by Princeton University Press. My stay at USIAS would be devoted to this book, to meeting and discussing with scholars from other disciplines and to working on two specific different examples of complex social systems.*

Aboutissement du projet de recherche ANR « COCON »

Le 18 mai 2017 a eu lieu la conférence de clôture du projet COCON financé par l'ANR et auquel des chercheurs du BETA étaient associés.

ANR

Le thème du projet était « **Les contrats de valorisation de la recherche dans les universités. Aspects stratégiques, économiques et juridiques** ». Ce projet

avait pour objectif d'analyser une **CO**horde de **CON**trats comme un corpus « d'objets » de valorisation des résultats de la recherche (accords, contrats, services) issus de l'expérience de deux universités (Grenoble et Strasbourg) afin de produire des indicateurs permettant de comprendre les stratégies de valorisation des acteurs de la recherche, les facteurs de réussite ou d'échec des différents objets et leur impact socioéconomique en termes d'innovation (résultats de la valorisation pour les acteurs académiques, création d'emplois, d'entreprises, effets induits dans les entreprises existantes, impact sociétal, etc.). Les chercheurs en Sciences de Gestion, en Droit et en Economie appliquée ont étudié les données fournies par les acteurs de la valorisation de la recherche de l'université de Grenoble et de Strasbourg concernant les « objets » de valorisation et en particulier la manière dont les contrats ou accords traitent l'exploitation des résultats obtenus (licences, brevets, etc.), les accords de coopération ou de partenariat sur les projets de recherche (propriété intellectuelle, règles d'exploitation des résultats, etc.) et les contrats de prestations de services. La conférence de clôture a été riche en débat et laisse espérer de très belles publications dans un futur proche.

Pour en savoir plus : <https://anrcocon.wordpress.com/>

Un chercheur du BETA mène l'étude d'impact de l'appel à projet Tango&Scan



L'appel à projets Tango&Scan – organisé par ACCRO et financé par l'Eurométropole de Strasbourg – finance des projets d'innovation qui réunissent au moins deux acteurs des secteurs créatifs et numériques et des secteurs plus « traditionnels ». L'étude d'impact de cet appel à projets a été lancée au printemps 2016 et vient d'être finalisée. Il s'agit de mettre en lumière l'impact des projets financés par Tango&Scan sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. C'est **Laurent Bach** qui a entièrement mis en œuvre cette étude, accompagné d'étudiants du Master APE (Tamara Bretey, Antoine Port, Axelle Quiviger) et du

Magistère 1 (Agathe Simon et Antoine Baena). L'appel à projets étant reconduit chaque année, cette étude a vocation à incrémenter des données récoltées auprès des nouveaux lauréats. A ce jour 72 interviews ont été menées sur les candidats et lauréats des quatre premières éditions de Tango&Scan. L'étude a notamment mis en lumière que 50% des projets n'auraient pas été réalisés sans l'appel à projets, que 28 emplois ont été créés ou maintenus grâce à la dotation de l'appel et que le ratio « chiffre d'affaires créé / financement Tango&Scan » est au moins égal à 3,1. Des effets significatifs sur le développement des réseaux de coopération et sur la stratégie et les modèles d'affaire de participants ont également été mis en lumière.

Le BETA et ACCRO en charge de l'étude d'impact du congrès ITS



En juin 2017 avait lieu le 12^{ème} congrès européen des ITS (systèmes de mobilités intelligentes) à Strasbourg. Organisé par l'Eurométropole de Strasbourg et l'organisme ERTICO-ITS, cet événement reconnu au niveau international a rassemblé pendant quatre jours près de 2 000 acteurs issus de l'industrie, de la recherche, des autorités publiques, des gestionnaires d'infrastructure, des utilisateurs, c'est-à-dire de toutes les parties prenantes des systèmes de transport intelligents qui collaborent à développer et déployer les meilleures solutions de mobilité de demain. Conjointement, le **BETA** et ACCRO réalisent une étude d'impact socio-économique du congrès sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. ACCRO s'est occupée de la coordination générale de l'étude et a opéré en tant que soutien au **BETA** pour l'élaboration des questionnaires et la récolte des informations. Le **BETA** est quant à lui en charge de la méthodologie de l'étude, de la mobilisation sur le congrès et de la rédaction du rapport. Parallèlement à cette étude, une enquête de satisfaction de la navette sans conducteur de Navya, qui était en démonstration, et une enquête d'acceptabilité des navettes électriques autonomes ont été menées durant ce congrès.

Retrouvez aussi le BETA
quotidiennement sur
son compte twitter...

twitter

Axe « Économie du travail, formation, emploi et politiques sociales »

Le revenu universel : utopie ou faux-semblant ?



Le 28 mars 2017, **Philippe Gillig**, donnait une conférence à l'Amphithéâtre du Collège Doctoral Européen de l'Université de Strasbourg sur le thème du revenu universel. Le revenu universel est une idée qui a pris plusieurs visages au cours du temps. Quelles sont ses différentes versions ? Est-il véritablement une mesure permettant de revaloriser le travail ? Ou au contraire, contribuerait-elle à décourager le travail ? Les économistes, les sociologues et les juristes proposent des outils d'analyse complémentaires sur ces questions. Si les économistes interrogent l'impact sur la reprise de l'emploi en France et sur la réduction des inégalités, les sociologues envisagent l'hypothèse d'une refondation de notre modèle social. Quant aux juristes, il est permis selon eux de remettre en cause la relation de travail subordonnée et de s'intéresser aux enjeux juridiques de la mutation du travail (attribution de droits supplémentaires aux travailleurs...).

Pour en savoir plus : <http://urlz.fr/5Nn4>

Une Initiative d'Excellence « Université & Cité » portée par un membre du BETA



L'Université de Strasbourg a lancé en 2017 un appel à projets qui vise notamment à diffuser la culture scientifique au plus grand nombre. Dans ce cadre, le projet nommé « L'Université en campagne... contre les idées reçues ! », porté conjointement par le **BETA (Philippe Gillig)** et par le DRES (Fleur Laronge) a reçu le soutien de l'Université en tant qu'« initiative d'excellence ».

La proposition a pour objectif d'éclairer les citoyens sur des grandes questions d'actualités lorsqu'ils n'ont pas accès à un savoir de qualité, notamment à l'heure d'une profusion de médias parmi lesquels il devient rapidement difficile de discerner les sources d'information fiables. Les promoteurs du projet entendent partir en campagne aussi bien au sens figuré du terme, en luttant contre la prolifération des thèses complotistes et autres « fake news », qu'au sens propre en se rendant notamment dans les territoires ruraux pour faire authentiquement œuvre de vulgarisation scientifique.

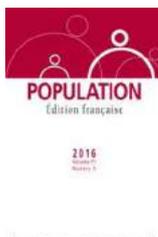
Le projet consiste à organiser, sur deux ans, un cycle de quatorze conférences-débats itinérants dans toute l'Alsace essentiellement centrées sur la thématique du travail, et animé par des universitaires de différentes spécialités (économie, droit...), à destination de publics éloignés de l'université. Les trois premières conférences-débats porteront sur le décryptage de la loi travail, dès la rentrée de septembre. Premier rendez-vous, en présence de Mathieu Schneider, Vice-Président « Culture, sciences en société » de l'Université de Strasbourg, à la librairie Kléber, à Strasbourg, le mercredi 6 septembre... puis le 20 sep-

tembre à Sélestat et début octobre au lycée Le Corbusier. Le cycle suivant portera sur l'Europe sociale (impact sur l'emploi des travailleurs détachés, droits sociaux...) et aura lieu en janvier-février 2018 dans des lieux qui restent encore à définir.

Contact : philippe.gillig@unistra.fr

Axe « Économie du droit »

Publication récente :



BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2016), « La prise en charge des coûts du divorce : quelle place pour la famille, l'Etat et le marché ? », *Population*, 3, pp. 489-512.

Résumé : L'objectif de cet article consiste, d'une part, à identifier l'ensemble des coûts du divorce et, d'autre part, à présenter les différents instruments de couverture, privés et sociaux, qui sont mobilisés pour assurer la prise en charge de ces coûts. L'analyse économique permet de considérer le divorce comme un risque puisqu'il est possible de lui associer une probabilité d'occurrence et un montant de coûts. Il est de nature privée en ce sens qu'il affecte la richesse des anciens conjoints. Les coûts privés qu'il engendre peuvent être couverts par différents instruments dont certains relèvent de la solidarité privée organisée ex post (prestation compensatoire) ou ex ante (contrats de mariage permettant la communauté de biens), ou d'une stratégie individuelle de précaution (maintien sur le marché du travail, épargne, assurance, contrats de mariage permettant la séparation de biens). Le divorce est aussi un risque de nature sociale au sens où il est à l'origine d'externalités socialement coûteuses (monoparentalité, pauvreté, inégalités de genre) dont l'ampleur peut être atténuée par l'activation de politiques sociales et fiscales.

La Journée d'été de l'axe Economie du Droit

La journée d'été de l'axe « Economie du droit » s'est tenue au **BETA** à Nancy le lundi 3 juillet 2017. Elle a été l'occasion d'accueillir Elisabeth Tovar (Université Paris Nanterre et EconomiX), pour un article intitulé « *Obeying vs. resisting unfair laws - A structural analysis of the internalization of collective preferences on redistribution* » (co-écrit avec **Sophie Harnay**), issu d'un projet ANR sur la justice sociale empirique, ainsi que Nicolas Lampach (KU Leuven, Faculty of Law, Centre for Legal Theory and Empirical Jurisprudence, Leuven, Belgium), pour son article « *Dismissed Preliminary References and Domestic Courts in the European Union: Chilling or Learning* »



Effect? ». La journée d'axe s'est par ailleurs conclue par une réunion de l'axe économie du droit destinée, notamment, à discuter des projets scientifiques à venir au sein de l'axe et des manifestations scientifiques que l'axe entend organiser à titre principal ou auxquelles il entend s'associer dans les prochains mois.

Journée d'étude « l'impact de la déréglementation des professions réglementées »

L'axe « Economie du droit » a accueilli le 4 juillet 2017 la journée d'étude conclusive du contrat de recherche sur



« l'impact de la déréglementation des professions réglementées sur la qualité des services professionnels – enjeux et nouvelles

régulations juridiques et économiques », financé par la Région Grand-Est et l'Université de Lorraine, et piloté par **Sophie Harnay**. Structurée sous la forme de trois ateliers (« Les enjeux de la (dé)réglementation des professions », « Professions et déontologie », « Professions juridiques et nouvelles technologies »), la journée était organisée sur le principe du dialogue entre académiques et professionnels. Stéphane Lauret (Vice-président de l'ADECAPE - Association des Ergonomes de Collectivités, d'Administrations Publiques et d'Entreprises), Philippe Sterlingot (Président du SFDO - Syndicat Français Des Ostéopathes) et M^e Vivien Streiff (notaire) sont intervenus dans ce cadre, conjointement aux interventions de plusieurs membres de l'axe « Economie du droit » et de collègues universitaires d'autres universités (Paris 1, Nanterre, Saint-Etienne).

L'intégrité scientifique en action

Le 23 février 2017, la Conférence des Présidents d'Université (CPU) organisait à l'Université de Lorraine, le colloque



« L'intégrité scientifique en action ». Dans ce cadre **Bruno Jeandidier** est intervenu pour relater sa longue expérience de référent antiplagiat de l'Ecole doctorale SJPEG. Citer correctement est sans doute la première règle d'intégrité scientifique à faire

partager aux apprentis chercheurs. Or la culture du « copier-coller » constitue désormais l'une des particularités nouvelles dans la rédaction des thèses. Une véritable vigilance, où formation et conseils à l'intégrité doivent être conjugués aux contrôles et sanctions, s'avère nécessaire. Le contrôle des thèses de l'ED SJPEG depuis dix ans (de manière systématique depuis 7 ans), montre une tendance à l'amélioration, l'effet du contrôle systématique porte ses fruits, par apprentissage des doctorants mais aussi des directeurs de thèse. Cependant, chaque année il demeure une poignée de thèses qui nécessitent une intervention sérieuse avant soutenance, le plus souvent ce sont des situations où la relation entre le directeur et le doctorant n'est pas de qualité (difficultés relationnelles, thèses faites à distance lorsque le doctorant réside à l'étranger sans cotutelle...).

Les Etats généraux de la Recherche sur la Droit et la Justice

Du 30 janvier au 2 février 2017, se sont tenus au siège national du CNRS à Paris les Etats généraux de la Recherche sur la Droit et la Justice. Où en est la recherche nationale et internationale dans les domaines juridiques et judiciaires ? Quels grands thèmes sont aujourd'hui traités ? Quelles seront les grandes questions de demain en matière de droit et de justice ?



Quelles sont les futures perspectives de la recherche sur le droit et la justice ? Dans ce cadre des économistes du droit sont intervenus pour apporter aux débats la spécificité de notre discipline. **Samuel Ferey** est intervenu sur le thème de l'interdisciplinarité et en particulier sur la richesse et les limites dans les interactions entre justice, droit et économie, et **Bruno Jeandidier** est intervenu sur la question de l'introduction d'outils d'aide à la décision, comme les barèmes, dans les décisions de justice du point de vue de l'équité.

Pour en savoir plus : <https://lejournal.cnrs.fr/articles/le-droit-nest-jamais-impuissant>

Axe « Cliométrie et Histoire de la pensée économique »

Publications récentes :



DIEBOLT C., MENARD A.-R., PERRIN F. (2017), "Behind the Fertility-Education Nexus: What Triggered the French Development Process?", *European Review of Economic History*, DOI: 10.1093/EREH/HEX008

Abstract: *The education and fertility relationship is a central element of the models explaining the transition to sustained economic growth. But many determinants of this relationship have not yet received more systematic attention. In this paper, we apply a three-stages least-squares estimator on French county-level data, including newly collected data, to better understand the causal effects running from education to fertility, and vice versa. We put forward the hypothesis that a decrease in fertility was strongly associated with greater schooling in France during the nineteenth century. Besides, we emphasize the relevance of taking into account of gender equality and family organization when explaining the education-fertility relationship.*



RIVOT S. (2017), « Information, Expectations and Monetary Policy: Keynes' and Friedman's complementary lessons for today », *Cambridge Journal of Economics*, 41(2), pp. 637-660.

Abstract : *This paper considers what lessons there might be for our contemporary 'monetary consensus' in Keynes's and Friedman's respective policy principles. I focus first on the expectations issue. For both Keynes and Friedman, monetary policy aims at the stabilisation of expectations; and in both cases, major issues arise for knowledge and uncertainty, although each conceives this in a different manner. Next I deal with the core of monetary policy principles: while Keynes's approach is at odds with our modern strategy of inflation-targeting, Friedman would warn us that, even in this case, interest-rate manipulation might not be the appropriate approach. The analysis concludes with the issue of interest rate determination—the issue of intertemporal coordination and financial stability. Policy principles are always rooted in theoretical investigation: Keynes's approach is based upon an analysis of intertemporal coordination failures, whereas Friedman's policy schemes require that financial markets be made perfectly competitive.*

Voter autrement 2017

Le **BETA** a participé à une expérimentation de nouveaux modes de scrutin le 23 avril 2017, lors du premier tour des présidentielles. A Strasbourg, le vote par approbation et le vote par évaluation ont été testés dans les deux bureaux de vote de la salle de la Bourse. D'autres expérimentations ont également eu lieu à Hérouville Saint-Clair, Grenoble, Crolles et Allevard-les-Bains. En outre, une expérimentation sur internet a également été proposée à tous les électeurs français qui désirent se prêter au jeu. L'expérimentation « Voter autrement 2017 » est organisée par un groupe de chercheurs en sciences économiques et informatique, universitaires et CNRS, issus des Universités de Bilbao, Caen, Grenoble, Paris, Saint-Etienne et Strasbourg. **Herade Igersheim** a donné une conférence grand public « Et si on notait les candidats à l'élection présidentielle... Que disent les expérimentations ? », dans le cadre du cycle de conférences « Comment construire les outils démocratiques de demain ? », le 28 avril 2017 à Saint-Etienne.



Les résultats de ces expérimentations sont disponibles sur <http://urlz.fr/5Nqr> ainsi que sur <https://vote.imag.fr/>

131^e Congrès annuel de l'American Historical Association



Olivier Guillot a co-organisé, avec Antoine Parent, professeur à Sciences Po Lyon, la session « Cliometric Approaches to World War I in France » du 131^e Congrès annuel de l'American Historical Association (Denver, 5-8 janvier 2017). Ils y ont notamment présenté leurs travaux sur le temps de survie des soldats de 14-18 « morts pour la France ».

2018 Annual Meeting of American Economic Association



Claude Diebolt sera l'organisateur, en janvier 2018 à Philadelphie, de la session « Whither the Future of Economic History? » de l'American Economic Association.

Ecole d'été en histoire économique

La petite ville de Suse, dans le Piémont italien, a accueilli, du 28 au 30 août 2017, une école d'été en histoire économique, consacrée à l'organisation du travail aux époques médiévale et moderne, organisée par les universités de Paris 1 Panthéon Sorbonne et Toulouse 2 Jean Jaurès, ainsi que l'EPHE, les archives nationales et le CNRS, et à laquelle participait **Agnès Gramain**. Comme pour les cinq éditions précédentes, le programme était organisé autour d'interventions de seniors consacrées au cadrage bibliographique récent et aux ouvertures disciplinaires et de la présentation des travaux des dix doctorants et post-doctorants sélectionnés, qui venaient cette année de France, d'Italie et d'Angleterre. Le format retenu, avec notamment une visite de l'abbaye bénédictine de Novalesa, a permis des échanges plus informels et plus riches encore que les années précédentes. L'édition 2018 portera sur *les écritures de l'économie aux périodes médiévale et moderne*.



Eldrade prenant l'habit de moine en 815 à l'abbaye de Novalesa, Fresque du XII^e siècle (état d'origine), Chapelle S. Eldrado, Abbaye de Novalesa (val de Suse).

Le BETA accueille sept nouveaux doctorants

Laurent Antonczak, sous la direction de Patrick Llerena, projet de thèse « Mobile 3.0 : A new innovation paradigm in the creative economy ».

Valentine Georget, sous la direction Thierry Burger-Helmchen, projet de thèse « Repenser le management de l'innovation afin de tirer pleinement profit de l'Open Innovation : quels modes de management permettent de maximiser l'avantage concurrentiel ? ».

Catherine Mabenge Tshiabadala, sous la direction Eric Rugraff, projet de thèse : « Déterminants de l'internationalisation des multinationales des pays émergents vers l'Afrique Centrale ».

Sidy Ouattara, sous la direction Claire Mainguy, projet de thèse : « Critical reassessment of the linkage effect within the extractive sector: the case of the mining sector in Mali ».

Joël Teubissi Noutsu, sous la direction Claire Mainguy, projet de thèse : « Investissements directs étrangers, investissements domestiques et explorations au Cameroun, à partir de 1970 ».

Jean-Baptiste Wago, sous la direction Julien Pénin, projet de thèse : « La valorisation des produits d'origine par les indications géographiques et ses enjeux pour le développement rural Afrique ».

Cyrille Yoda, sous la direction Francis Kern, projet de thèse : « Les enjeux d'un accord de partenariat économique (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP implication pour l'Afrique de l'Ouest et le Burkina Faso ».

Cinq nouveaux docteurs au BETA



Anh Duc Le a soutenu sa thèse de Sciences économiques, intitulée « Essay on government expenditure, public debts, and economic growth: Applications to Vietnam » et codirigée par Amélie Barbier-Gauchard et Phu Nguyen-Van, à l'Université de Strasbourg, le 13 janvier 2017.

Kambiz Behfar a soutenu sa thèse de Sciences de gestion, intitulée « Réseaux, clusters et innovations : trois essais » et dirigée par Thierry Burger-Helmchen, à l'Université de Strasbourg, le 3 avril 2017.

Vincent Dautel a soutenu sa thèse de Sciences économiques, intitulée « Essais sur l'impact de l'innovation sur la

croissance locale de l'emploi : application au Luxembourg » et dirigée par Jean-Alain Héraud, à l'Université de Strasbourg, le 16 mai 2017.

Isaac Bernard Ndumbe Berock a soutenu sa thèse de Sciences de gestion, intitulée « Construction de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays en développement : une application dans les entreprises d'exploitations forestières au Cameroun » et codirigée par Francis Kern et Raphaël Nkakleu, à l'Université de Strasbourg en cotutelle avec l'Université de Douala, le 19 mai 2017.

Antoine Malézieux a soutenu sa thèse de Sciences économiques, intitulée « Essais sur la psychologie économique du comportement d'évasion fiscale », et dirigée par Nicolas Jacquemet, à l'Université de Lorraine, 23 juin 2017.

9^{ème} Journée de l'Ecole Doctorale SJPEG.

Organisée conjointement pour la première fois par l'École Doctorale et par l'association de doctorants *La SO SJPEG*, dont sont membres plusieurs doctorants du **BETA**, cette journée s'est tenue le 2 juin 2017 à Nancy.

Elle était articulée sur le thème de « La place de la recherche dans la société en Sciences Juridiques, Politiques, Économiques et de Gestion ».

La matinée était l'occasion pour les doctorants de première année de présenter leur projet de thèse en mettant en avant les enjeux sociétaux de ceux-ci. L'impératif : un esprit de vulgarisation scientifique. Après les présentations de doctorants plus avancés dans leur thèse, parmi lesquels **Wafa Toubi**, doctorante au **BETA**, la seconde partie de l'après-midi fût marquée par une table ronde. Volontairement ouverte à tous, l'objectif de ce moment était de permettre l'échange entre expert et non-avertis.



Réunissant Nathalie Griesbeck, députée européenne, Thibaut Rioufreyt, post-doctorant en science politique (Sciences Po Lyon) et **Olivier Simard-Casanova**, fondateur du site *The Signal* et doctorant au **BETA**, cette table ronde a permis

de discuter de la légitimité du chercheur mais également des canaux de transmission de la recherche et de son impact sur les décisions publiques.



En parallèle à cette journée, l'association des doctorants *La SO SJPEG* a renouvelé son bureau, au sein duquel on

remarque plusieurs membres du **BETA** : **Dylan Martin** devient Président, **Sophie Le Coz** est la nouvelle trésorière et Thomas Baussier du Laboratoire d'Economie Forestière prend en charge la Vice-Présidence chargée de la communication.

14^{ème} édition des ACDD

Comme chaque année les doctorants de deuxième année de l'École Doctorale Augustin Cournot se sont réunis pour organiser les Augustin Cournot Doctoral Days (ACDD). Les Augustin Cournot Doctoral Days sont des journées doctorales généralistes en économie organisées par et pour les doctorants. L'occasion est donnée aux doctorants du monde entier de venir présenter leurs travaux, d'avoir le retour de seniors expérimentés et d'échanger avec les autres doctorants.

Cette année la 14^{ème} édition des ACDD s'est tenu le 27 et 28 avril 2017 au Collège Doctoral Européen de Strasbourg. Près d'une trentaine de papiers furent présentés et discutés par l'ensemble des chercheurs rattachés à l'École Doctorale.

Le niveau scientifique de ces interventions était remarquable et plus particulièrement pour celles qui ont reçu les trois prix des ACDD : Jérémy Leymarie pour le troisième prix, Julien Pinter pour le second prix et, enfin, Anabelle Marxen qui a été couronnée du premier prix.

Cet événement a également été l'occasion d'accueillir trois *keynote speakers* de grande qualité : Catherine



d'Hondt de la *Louvain School of Management*, Rabah Amir de l'Université de l'Iowa et Philippe Aghion du Collège de France. Ces trois interventions stimulantes ont été clôturées par une visite guidée du centre-ville de Strasbourg et le traditionnel dîner de gala à l'Art-Café du Musée d'Art moderne. L'événement avait reçu le soutien financier des laboratoires de l'École doctorale et de l'Eurométropole.

Contact : remyguichardaz@hotmail.fr

Séminaires doctoraux en Lorraine

A l'initiative de **Pascale Duran-Vigneron**, Philippe Delacote et **Sylviane Untereiner**, le séminaire des Doctorants **BETA-LEF** en Lorraine s'est déroulé le 9 mai 2017 au LEF à Nancy. En présence de nombreux enseignants/chercheurs du LEF et du **BETA**, quatre doctorants venant des deux institutions ont présenté un article : Claudio Petucco avec

tems: a differential game approach », **Wafa Toubi** avec « Les dispositifs de cumul emploi chômage », Leidimari Neves do Prado avec « *Explaining the decision to participate in water protection programs in the Phipiripau river Basin* » et **Georges El Haddad** avec « *Smith's market of religions, macro-sociological secularization and microeconomic rational choice hybridization* ».



Le prochain séminaire Doctorants **BETA-LEF** aura lieu le 19 décembre 2017 dans les locaux du **BETA** à Nancy.

Le 13 juin 2017 s'est tenu, pour la deuxième année consécutive à l'initiative de **Pascale Duran-Vigneron**, le PhD seminar du **BETA** en Lorraine. Sept doctorants ont eu l'opportunité de présenter leur travail en anglais : **Dylan Martin**, **Sophie Le Coz**, **Camille Aït-Youcef**, **Mickaël Lebdar**, **Julie Favrot**, **Olivier Simard-Casanova** et **Wafa Toubi**.



A l'issue de cette manifestation, les membres titulaires du **BETA** Lorraine ont décerné une récompense pour la meilleure présentation à **Olivier Simard-Casanova**. Le prochain PhD seminar aura lieu au printemps 2018.

Un nouveau Directeur à l'École Doctorale SJPEG

Suite à son élection à la Direction du Pôle Scientifique SJPEG, **Myriam Doriat-Duban** a quitté son poste de Directrice de l'École doctorale Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion. Le Conseil d'École Doctorale, réuni le 3 avril 2017, a procédé à l'élection d'un nouveau directeur en la personne du Professeur Jean-Noël Ory. Professeur de Sciences de gestion, ce dernier enseigne à l'École Supérieure de Management à Metz et mène ses travaux de recherche en finance au CERFIGE. Membre du Conseil de l'École doctorale durant le quinquennal qui s'achève, sa bonne connaissance des dossiers constitue un gage de transition optimale.



OUVRAGES



Diebolt Claude, Hippe Ralph, Joul-Grammare Magali (2017), **Bildungsökonomie. Eine Einführung aus historischer Perspektive**, Ed. Springer Gabler.

Dieses Lehrbuch über die Einführung in die Bildungsökonomie fasst die wichtigsten theoretischen und empirischen Arbeiten seit dem Entstehen des Forschungsfelds zusammen. Sie bietet damit einen kurzgehaltenen Überblick über die ökonomische Bedeutung der Bildung in ihren unterschiedlichen Ausprägungen. Sie ist ideal als Einstieg in diesen immer wichtiger werdenden Themenbereich geeignet. Darüber hinaus zeigt sie die sehr langfristige Bildungsentwicklung in Europa anhand neuester empirischer Daten auf.



Francis Bismans (2017), **Un monde sans crises économiques est-il possible ?**, Ed. Le Pommier, collection « Les plus grandes petites pommes du savoir ».

Depuis la Grande Dépression de 1929, les crises se succèdent... à tel point qu'on peut avoir l'impression que l'économie doit, à certains moments « en passer par là » pour rebondir ensuite. Et si ce n'était qu'une impression ? Et s'il était possible d'éviter ces « montagnes russes » économiques ? Démontant de façon éclairante les mécanismes à l'œuvre dans des crises emblématiques comme celle de la Grande Dépression de 1929 ou celle, plus récente, des « subprimes », **Francis Bismans** montre que les solutions existent, et qu'il faut « juste » un vrai courage politique pour les mettre en œuvre.



Sous la direction de Yann Gunzburger (2017), **Le gaz de charbon en Lorraine**, CNRS Editions.

D'avril 2013 à décembre 2015, une équipe pluridisciplinaire de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de dix laboratoires universitaires français (dont le BETA) et québécois ont conduit une action de recherche dénommée « GazHouille » portant sur le projet d'exploitation du gaz de charbon en Lorraine et son intégration dans le territoire. L'originalité de ce travail réside dans son caractère transverse car il apporte des éclairages sur les caractéristiques géographiques, géologiques, économiques, juridiques, politiques, mais aussi de psychologie sociale, permettant d'évaluer l'acceptation du projet.

téristiques géographiques, géologiques, économiques, juridiques, politiques, mais aussi de psychologie sociale, permettant d'évaluer l'acceptation du projet.

BULLETINS ET REVUES (édités avec la complicité de membres du BETA)



Cliometrica. Journal of Historical Economics and Econometric History, Vol. 11, No. 1, 2017 : <http://www.springer.com/journal/11698>

Cliometrica. Journal of Historical Economics and Econometric History, Vol. 11, N°2, May 2017 : <http://link.springer.com/journal/11698/11/2/page/1>

Classement de *Cliometrica* par Thomson et Reuters (juin 2017) : n°2 en histoire (sur 87 revues et après *Economic History Review*), n° 2 en histoire des sciences sociales (sur 35 revues et après *Economic History Review*), n° 129 en économie (sur 347 revues).

Claude Diebolt est le fondateur, le directeur de la publication et le rédacteur en chef de *Cliometrica. Journal of Historical Economics and Econometric History*.

Contact : cdiebolt@unistra.fr

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe, n° 36 (été 2017).

Avec au programme de ce numéro : la faisabilité et les périls du financement du revenu universel ; les taux d'intérêt nominaux négatifs sont-ils efficaces pour relancer la croissance des crédits et de l'économie ; croissance économique et taille du secteur public ; l'avenir économique de l'Europe dans la perspective de la Commission européenne ; la concurrence fiscale et les projets d'harmonisation de l'Impôt sur les Sociétés dans l'Union européenne ; le tournant métropolitain de la politique régionale européenne.

Pour en savoir plus : <http://opee.unistra.fr>

Directeur de publication : **Michel Devoluy**.

Mondes en développement



2016/4, tome 44, n°176, 174 p. : « Energie et développement », numéro coordonné par **Arman Avadikyan et Claire Mainguy**.

2017/1, tome 45, n°177, 170 p. : « Gouvernance transfrontalière et gestion environnementale ».

2017/2, tome 45, n°178, 168 p. : « Financement ou financiarisation du développement ? ».

Pour en savoir plus : <http://www.mondesendveloppement.eu/>
Directeur de publication : **Hubert Gérardin**, hubert.gerardin@univ-lorraine.fr

Les Working Papers du BETA

Accessibles sur <http://www.beta-umr7522.fr/productions/workingpapers.php>

2017-01 « *Human capital accumulation in France at the dawn of the XIXth century: Lessons from the Guizot Inquiry* », Magali Jaoul-Grammare, Charlotte Le Chapelain.

2017-02 « *Policy Reform and Gender Inequality in French Higher Education: A Two-Generation Comparative Study* », Magali Jaoul-Grammare.

2017-03 « *A Cliometric Model of Unified Growth. Family Organization and Economic Growth in the Long Run of History* », Claude Diebolt, Faustine Perrin.

2017-04 « *A Cliometric Counterfactual: What if There Had Been Neither Fogel nor North?* », Claude Diebolt, Michael Hauptert.

2017-05 « *Cooperation in a differentiated duopoly when information is dispersed: A beauty contest game with endogenous concern for coordination* », Camille Cornand, Rodolphe Dos Santos Ferreira.

2017-06 « *Nudge and Tax in an Environmental Public Goods Experiment: Does Environmental Sensitivity Matter?* », Kene Boun My, Benjamin Ouvrard.

2017-07 « *A simple method to study local bifurcations of three and four-dimensional systems: characterizations and economic applications* », Stefano Bosi, David Desmarchelier.

2017-08 « *Prime et pénalité salariales à la vie en couple : mariage versus cohabitation* », Carole Bonnet, Bruno Jeandidier, Anne Solaz.

2017-09 « *Same but Different? The impact of Research and Technology Organizations versus Universities on firms' innovation* », Giannopoulou Eleni, Barlatier Pierre-Jean, Pénin Julien.

2017-10 « *The Power of Big Data: Historical Time Series on German Education* », Claude Diebolt, Gabriele Franzmann, Ralph Hippe, Jürgen Sensch.

2017-11 « *The love for children hypothesis and the multiplicity fertility rates* », Paolo Melindi Ghidi, Thomas Seegmuller.

2017-12 « *Comparison of liability sharing rules for environmental damage: An experiment with different levels of solvency* », Serge Garcia, Julien Jacob, Eve-Angéline Lambert.

2017-13 « *Speculation rather than enterprise? Keynes' beauty contest revisited in theory and experiment* », Kene Boun My, Camille Cornand, Rodolphe Dos Santos Ferreira.

2017-14 « *Equilibria in discrete and continuous second price all-pay auctions, convergence or yoyo phenomena* », Gisèle Umbhauer.

2017-15 « *How multiplicative uncertainty affects the tradeoff between information disclosure and stabilization policy?* », Meixing Dai, Moïse Sidiropoulos.

2017-16 « *Second price all-pay auctions, how much money do players get or lose?* », Gisèle Umbhauer.

2017-17 « *Industrialization as a Deskillling Process? Steam Engines and Human Capital in XIXth Century France* », Claude Diebolt, Charlotte Le Chapelain, Audrey-Rose Menard.

2017-18 « *Some "unexpected proximities" between Schultz and Galbraith on human capital* », Alexandre Chirat, Charlotte Le Chapelain.

2017-19 « *Structural Changes and Growth Regime* », Tommaso Ciarli, Andre Lorentz, Marco Valente, Maria Savona.

Les Working Papers de l'Association Française de Cliométrie

Accessibles sur : http://www.cliometrie.org/en/?action=com_content&view=article&Itemid=130&id=120%3Aworking-papers-2017

WP2017-1 Magali Jaoul-Grammare, Charlotte Le Chapelain : « *Human capital accumulation at the dawn of XIXth century: Lessons from the Guizot Inquiry* ».

WP2017-2 Magali Jaoul-Grammare : « *Policy Reform and Gender Inequality in French Higher Education: A Two-Generation Comparative Study* ».

WP2017-3 Claude Diebolt, Faustine Perrin : « *A Cliometric Model of Unified Growth. Family Organization and Economic Growth in the Long Run of History* ».

WP2017-4 Faustine Perrin, Mickaël Benaim : « *Regional Patterns of Economic Development. A typology of French Departments during the Industrialization* ».

WP2017-5 Claude Diebolt, Michael Hauptert : « *A Cliometric Counterfactual: What if There Had Been Neither Fogel nor North?* ».

WP2017-6 Claude Diebolt, Gabriele Franzmann, Ralph Hippe, Jürgen Sensch : « *The Power of Big Data: Historical Time Series on German Education* ».

WP2017-7 Claude Diebolt, Charlotte Le Chapelain, Audrey-Rose Menard : « *Industrialization as a Deskillling Process? Steam Engines and Human Capital in XIXth Century France* ».

WP2017-8 Alexandre Chirat, Charlotte Le Chapelain : « *Some 'unexpected proximities' between Schultz and Galbraith on human capital* ».

WP2017-9 Michel Hau : « *Four Decades of Study on Growth Disparities across Regions in France: Achievements and Prospects* ».

12-13 septembre 2017

NANCY, Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion (Place Carnot, Amphi AR06, 14h-16h)

4th Conference of French Association of Environmental and Resource Economists (FAERE)



En association avec le Laboratoire d'Economie Forestière de Nancy, le BETA accueille la quatrième conférence de la FAERE. L'objectif des conférences annuelles de la FAERE est de favoriser la production et la diffusion de la recherche en économie de l'environnement.

Site : <http://faere.fr/fr/actualites/conferences->

5-6 octobre 2017

STRASBOURG, BETA, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Doctoral Workshop on Applied Econometrics

Le but du workshop est d'offrir un environnement stimulant où les doctorants et jeunes chercheurs peuvent présenter leurs travaux et échanger à la fois avec des jeunes chercheurs et d'autres plus expérimentés.

Contact : koebel@unistra.fr

13 octobre 2017

STRASBOURG, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

2^{ème} Workshop Européen ERMEES

Le programme préliminaire sur le thème « Heterogeneities in the UE : strength or weakness in the EU ? » est disponible sur : <http://ermees.fr/fr/2nd-ermees-macroeconomics-workshop/>. A cette occasion, Iain Begg (European Institute, London School of Economics), Paul de Grauwe (European Institute, London School of Economics) et Cinzia Alcidi (Centre for European Policy Studies (CEPS), Brussels) interviendront comme Keynote speakers.



Contact : abarbier@unistra.fr

20 octobre 2017

NANCY, Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion (Place Carnot, Amphi AR06)

Colloque « Régulation économique et concurrence – bilan, enjeux et perspectives ».

Réaliser un bilan des évolutions intellectuelles ayant marqué l'analyse des régulations économiques dans les dernières décennies ; analyser en quoi la mise en évidence de défaillances de l'intervention publique par les analyses économiques de la régulation a conduit à penser des mécanismes de régulation innovants ; étudier les interactions entre les différents échelons de la régulation économique, tant du point de vue des régulateurs que des agents régulés.

Contact : sophie.harnay@univ-lorraine.fr et cécile.dubois@univ-lorraine.fr

3 novembre 2017

STRASBOURG, BETA, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Workshop « communautés et Innovation »

Organisé par le BETA, l'Université de Strasbourg et Kedge BS dans le cadre de l'Observatoire des communautés de connaissance et en partenariat avec l'association Gestion de la Connaissance, société et organisations (AGeCSO).

Contact : guittard@unistra.fr

9 novembre 2017

NANCY, BETA 6 rue des Michottes

Workshop « conflits et migration ».

Les keynote speakers Frédérique Docquier et Catherine de Wenden feront le point sur la recherche en migration en général et sur le lien avec la migration des réfugiés. Jenny Helstroffer y présentera le projet de recherche en cours, qui est basé sur des entretiens fait avec des demandeurs d'asile au Luxembourg, et qui vise à révéler notamment si les préférences en termes de risque de ces personnes sont modifiées par des expériences traumatisantes.

Contact : jenny.Helstroffer@univ-lorraine.fr

6-11 novembre 2017

STRASBOURG, Collège Doctoral Européen

Edition 2017 de L'École d'Automne en Management de la Créativité

L'École d'automne explore de manière concrète les facettes variées du management de la créativité. Cette semaine comprend des formations, des explorations, des enrichissements tant personnels que professionnels avec des thématiques chaque jour nouvelles. L'École réunit entrepreneurs, cadres, décideurs, créateurs de différentes disciplines, responsables marketing, innovation et R&D, chercheurs, doctorants...



Le programme est disponible sur :

<http://www.creaccro.eu/actions/ecole-dautomne-en-management-de-la-creativite/>

Contact : contact@creaccro.eu

17 novembre 2017

NANCY, BETA 6 rue des Michottes

Workshop « Intégrité des scientifiques et codes d'éthique ».

Au cours de ces dernières années la sensibilité croissante de la société à l'égard de l'intégrité et de l'absence de conflits d'intérêts a conduit à la multiplication de codes d'éthiques et de chartes de déontologies, tant en France que dans le monde. A t-on vraiment besoin de ces outils ? Ces outils sont-ils adaptés aux problèmes réellement rencontrés par les enseignants-chercheurs dans leur quotidien ? Existe-t-il d'autres dispositifs permettant de renforcer ces outils ?

Contact : jenny.Helstroffer@univ-lorraine.fr

20 novembre 2017

NANCY, Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion (Place Carnot, Amphi AR06)

Grandes conférences du BETA à Nancy

« Economie de l'immigration », par El Mouhoub Mouhoud, Professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine.



Contact : baptiste.francon@univ-lorraine.fr

23-24 novembre 2017

NANCY, Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion /BETA 6 rue des Michottes

Workshop « Régulation des (nouveaux) risques : enjeux et perspectives ».

Faire échanger des chercheurs (économistes, juristes et sociologues) sur la question de l'évaluation, la gestion et la régulation des risques nouveaux et imparfaitement connus, issus des activités nouvelles et innovantes ; faire interagir chercheurs, agences de régulation, assureurs et décideurs public locaux sur les questions relatives à l'évaluation, la prévention, la régulation des risques industriels nouveaux et émergents.

Contact : julien.jacob@univ-lorraine.fr